



Déclaration de la FSU-Loiret CTSD du 5 septembre 2019

Monsieur l'Inspecteur d'académie,

Nous y voilà. Alors que tous les écoliers et enseignant-e-s de France, et en particulier celles et ceux du Loiret, sont rentrés, ce CTSD va devoir faire avec zéro moyen attribué par le Ministère pour les écoles primaires de notre département. A moins que vous n'ayez « en magasin » des réserves, que vous voudrez bien nous annoncer dès le départ, vous êtes confronté, sur le document que vous nous présentez, à 10 situations potentielles d'ouvertures pour à peu près l'équivalent en fermetures, ceci afin de « coller » au plus près de la dotation ministérielle...

Bien qu'au SNUipp-FSU nous vous ayons déjà fait part à maintes reprises des seuils maximum que nous préconisons pour enseigner et apprendre dans des conditions à peu près décentes (moins de 20 par classe en Education prioritaire, 25 hors Education prioritaire en tendant vers 20), fermer une classe en dessous de ces seuils à la rentrée mettrait à mal les écoles, leurs élèves et leurs enseignant-e-s.

C'est pourquoi, nous vous demandons, comme cela s'est à chaque rentrée depuis bien plus de 10 ans, de ne fermer aucune classe à cette rentrée tout en trouvant ou en demandant au ministère les moyens d'ouvrir là où c'est nécessaire.

C'est cela et surtout cela, l'école de la confiance et de la Bienveillance.

Nous nous interrogeons aussi sur les choix de certaines communes de transformer des écoles élémentaires en primaires (telle l'école Jean Zay à St Jean de Braye) qui, en changeant la sectorisation au dernier moment (comme nous le supposons aussi à Orléans) créent le vide ailleurs et entraînent des fermetures potentielles comme à la maternelle « isolée » Courtil Loison. Veut-on à terme la mort des petites écoles, et notamment les maternelles, qu'on ne s'y prendrait pas autrement...

Enfin, pour répondre indirectement au principal de collège récemment interrogé sur France Bleue qui passe visiblement son temps à observer et noter les remarques et l'attitude de ses collègues en reprochant aux représentants syndicaux de « demander toujours des moyens alors que ce sont des collègues ou travailleurs moyens.. », il ferait bien de se remettre au travail au lieu de faire des remarques « plus que moyennes » voire médiocres.

Car cette rentrée nous le prouve encore, monsieur l'inspecteur d'académie et m. le principal de collège, c'est bien malheureusement de moyens dont nous manquons, dont tous les Services Publics manquent pour fonctionner à peine décentement. Mais peut-être n'en a-t-il pas besoin personnellement ? Nous, nous demandons, contrairement à lui, des moyens collectifs et non individuels.